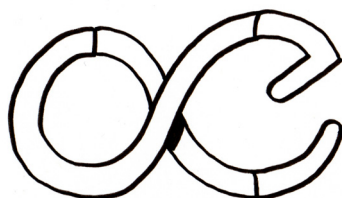


MARIN SCHAFFNER

PASSAGE DE TÉMOIN

RETOUR SUR TROIS ANNÉES
D'OBSERVATOIRE DE L'EAU



*Je remercie Clémence Mathieu pour ses trois illustrations
qui accompagnent les présents textes.*

*Je remercie également le SDDEA, sa régie et ses équipes
pour le suivi éditorial – et pour les coopérations
multiples de ces trois dernières années.*

SOMMAIRE

Avant-propos

« Parce qu'on ne fait que passer »

1. Entretien

« Prendre soin de l'eau pour nos petits-enfants »

2. Interlude

« Après six mois dans l'Aube »

3. Bilan

« Comment observer un observatoire ? »

4. Fiction

« Générations régénérations »

Avant-propos

« Parce qu'on ne fait que passer »

Cela fait trois années pleines que je suis Grand témoin de l'Observatoire de l'Eau, initié par le Syndicat des Eaux de l'Aube (SDDEA) en 2021.

Trois années riches de rencontres, d'arpentages du territoire, d'enquête, et de structuration de la dynamique collective et multi-partenariale de cet Observatoire. Trois années de compréhension de plus en plus fine des enjeux propres à ce territoire – globalement assez aquatique – situé en amont de l'Île-de-France.

Après trois années, le sentiment d'avoir contribué à mon humble mesure, au sein d'un collectif élargi, à poser des bases solides et transversales pour penser l'avenir des enjeux de soin des eaux en terres aubois. Et le sentiment aussi d'avoir opéré un cycle. D'avoir fait un premier tour complet du sujet.

Dans ce genre de situations, la question de savoir si l'on refait le même cycle ou si l'on s'essaie à un autre est classique. Et peut-être que les eaux, elles aussi, se posent parfois ce genre de questions.

Après discussion collective, nous avons décidé d'un commun accord qu'il pouvait être temps qu'une autre voix, qu'une autre personnalité prenne le relais. Pour que les sujets continuent d'être portés, mais qu'ils puissent aussi l'être en enrichissant encore la diversité des perspectives.

La présente brochure a donc une vocation à la fois de bilan et d'ouverture. Elle se pense comme un retour prospectif sur ces trois années écoulées, et sur les quatre-vingts à venir. Une sorte de passage de relais. Ou, comme l'évoque le titre que j'ai choisi : un passage de témoin.

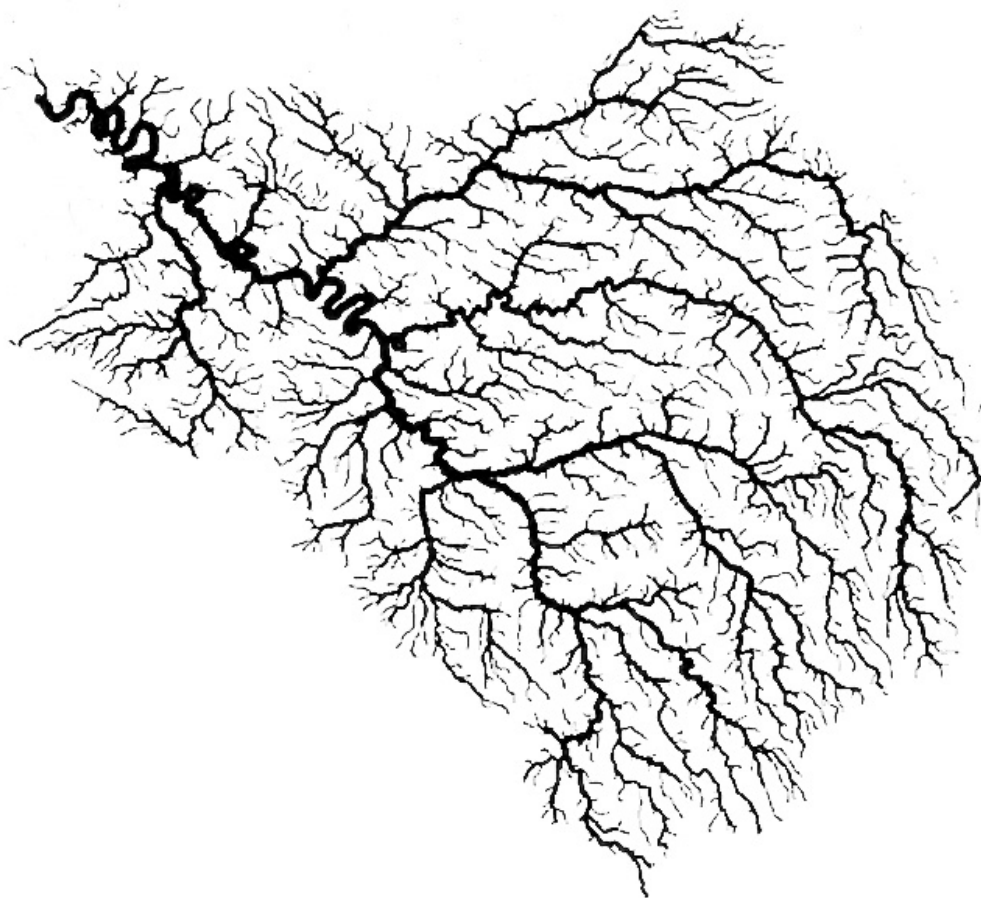
Car on ne fait que passer...

Comme les eaux de la Seine et de ses affluents, comme celles qui tombent des nuages – et qui s'infiltrent dans nos sols ou filent jusqu'à la mer.

Derrière le fait de s'arrêter au « bon » moment, quand tout va encore bien, peut-être y a-t-il aussi un enjeu politique plus large : celui de savoir ne pas se rendre indispensable (créer des communs véritables), et celui de toujours laisser grandes ouvertes les possibilités d'alternatives, de transformations et de transmissions.

En espérant que les pages qui suivent puissent faire ressentir un peu combien une telle posture – en tant qu'être humain – peut nous aider à prendre soin des eaux, et de nos milieux de vie plus largement.

Marin Schaffner,
décembre 2024.



1. Entretien

« Prendre soin de l'eau pour nos petits-enfants »

Pour conclure ces trois années d'accompagnement de l'Observatoire de l'Eau, j'ai voulu prendre le temps d'une longue discussion à bâtons rompus avec Nicolas Juillet (président du SDDEA) et Stéphane Gillis (son directeur général). Celle-ci s'est tenue à Troyes en décembre 2024, peu avant les fêtes de fin d'année. Le texte qui suit est une retranscription synthétique de nos échanges – comme une manière de redécrire ensemble la situation, tout en se tournant résolument vers l'avenir.

*

Après bientôt quatre années d'existence de l'Observatoire de l'Eau, quel bilan tirez-vous de l'action initiée ?

NICOLAS JUILLET

Pour moi, très clairement, c'est au-delà de toutes nos espérances. Notre toute première envie, c'était de trouver une manière de se projeter dans l'avenir de l'eau potable sur notre territoire, et d'y intégrer d'autres acteurs. Moi j'avais un petit-fils qui venait de naître, et puis au SDDEA nos investissements se font sur quatre-vingts ans, donc c'était une intuition assez logique. Aujourd'hui, quatre ou cinq ans après, on observe un vrai engouement de tout le monde sur le sujet. En quelques années seulement – et avec le Covid au milieu – on a quand même l'impression d'avoir déjà réussi à structurer pas mal de choses. On voit aussi que les

attentes sont énormes. C'était donc probablement important de faire ça pour notre territoire. Maintenant, il faut continuer, ne pas faiblir ; et la question de savoir comment continuer est grande ouverte devant nous – et « nous » ce n'est pas que le SDDEA, mais aussi toutes les structures partenaires. Donc on reste modeste, mais on a le sentiment que l'idée était bonne et qu'elle est suivie et reprise par d'autres.

STÉPHANE GILLIS

D'ailleurs, notre idée au départ n'a pas été d'emblée de faire un Observatoire de l'Eau. Tout ça part d'abord d'une série de constats sur l'avenir de l'eau en temps de changement climatique. En 2017-2018, les premiers rapports sur les impacts du changement climatique sur la ressource en eau commençaient à sortir, et on a cherché les meilleures manières de s'emparer du sujet. Après une série de conférences en interne sur le sujet (avec Nathalie Dörfliger, Gilles Bœuf et Hervé Le Treut), on a eu l'assurance d'avoir un consensus au sein du SDDEA pour avancer sur ces enjeux. Et c'est ensuite qu'est venue l'idée de réunir toutes celles et ceux qui étaient en lien avec ces sujets, et d'apprendre à se connaître et commencer à travailler ensemble.

On a dit maintes fois que l'Observatoire de l'Eau est un organe du temps long : qu'est-ce que cela signifie pour vous exactement ?

STÉPHANE GILLIS

Le temps long aujourd'hui, ça peut parfois être perçu comme un luxe. Alors que c'est essentiel et vital. Et cet Observatoire de l'Eau, il me semble qu'il nous permet à tous de se projeter sur le temps long, et de prendre du temps ensemble pour travailler sur ce temps long. En termes de gouvernance, ce qui me semble intéressant avec cette projection à long terme, c'est que ça nous éloigne des tensions liées à la gestion des crises et du quotidien.

NICOLAS JUILLET

On hérite d'un système qui a permis d'amener l'eau potable dans toutes les communes du département, et nos aïeux avaient donc déjà cette vision du temps long. Or aujourd'hui, avec le changement climatique,

les problématiques ont changé, et les enjeux futurs eux aussi vont nécessairement changer.

STÉPHANE GILLIS

Et puis nous, côté SDDEA, on a cette exigence de l'amortissement technique sur 80 ans de nos investissements. Et ça, tout le monde sans exception le comprend très bien. Car, ce qu'on installe aujourd'hui, ce sera encore en place en 2100. Donc si on veut amortir correctement ces investissements publics, on ne doit pas se tromper sur le diagnostic et les enjeux. En cela, on pourrait dire que pour nous, 2100 ça se décide déjà dès aujourd'hui.

Nicolas, tu as dit à plusieurs reprises que tu souhaitais faire tout cela « pour tes petits-enfants ». Peux-tu prendre le temps de développer cette idée s'il te plaît ?

NICOLAS JUILLET

J'aurais tendance à dire que le fait de penser comme ça, c'est lié à mes racines paysannes – ou terriennes. Mes deux grands-pères, qui étaient nés à la fin du XIX^e siècle, m'ont souvent dit : « On a toujours regretté ce qu'on n'a pas fait, et rarement regretté ce qu'on a fait ». Et en effet, l'inaction généralement tu la regrettes. On peut faire des erreurs dans l'action (et il faut être bien vigilant à ne pas agir n'importe comment), mais ces erreurs, elles se lissent sur le temps long. En 2017, mon petit-fils est né, et c'est quelque chose qui m'a questionné sur ce que je pouvais faire aujourd'hui – au vu de mes responsabilités – pour m'assurer que sa vie soit bonne quand il aura mon âge. Je ne voudrais pas que mes petits-enfants se disent un jour que leur grand-père n'a pas fait ce qu'il aurait dû faire...

Comment vous projetez-vous dans les missions du SDDEA en 2050 ? Et quelles sont pour vous les principales lignes à tenir ?

STÉPHANE GILLIS

C'est toujours un exercice plus que délicat de se projeter sur des éléments précis en 2050 ou 2100. Mais si l'on repense à la projection qu'on avait

faite en interne il y a dix ans au sujet du Syndicat dans dix ans, eh bien on était loin de la réalité d'aujourd'hui. De ce point de vue-là, le plus important pour moi, c'est avant tout de réussir à toujours anticiper du mieux possible, afin de ne pas subir. Que la structure reste en capacité de pouvoir continuer à anticiper, ça c'est essentiel pour moi. Et ça implique forcément de nouveaux facteurs et d'autres secteurs – je pense notamment à l'énergie, à la mobilité, ou plus largement à l'aménagement du territoire. C'est cela la gestion intégrée, et ça demande de mettre en place des manières de faire transversales, à l'échelle de tout le territoire – et non plus des fonctionnements en silo. Il me semble que ça compte d'autant plus en temps de changement climatique, et d'autant plus quand on voit la gravité potentielle des scénarios d'évolution de la ressource en eau qui nous ont été présentés par le PIREN-Seine. Ainsi donc, l'autre travail important pour nous aujourd'hui, c'est aussi de mettre le territoire – avec nos partenaires – dans des conditions permettant d'affronter demain (ensemble et en commun) des crises peut-être plus dures, et de savoir y répondre ensemble correctement.

NICOLAS JUILLET

Pour le dire autrement, il s'agit d'assurer la mutation du département en termes d'alimentation en eau potable – avec tout à la fois la préservation de la quantité, de la qualité, de la durabilité et du soin des milieux. Tout ça impliquera donc la remise en état de beaucoup d'écosystèmes, mais aussi un travail de continuité et de maintien de la qualité du réseau existant. On a un outil de qualité, donc il faut en préserver la qualité à long terme. Et il faudra que celles et ceux qui nous succéderont continuent de faire vivre cet outil collectif en fonction des schémas et des problématiques qu'on rencontrera demain.

Selon vous, quels sont les vulnérabilités et les risques les plus grands liés à l'eau pour le territoire de l'Aube dans les décennies à venir ?

STÉPHANE GILLIS

À court terme, les vulnérabilités me semblent avant tout être sur les têtes de bassin des petits cours d'eau. Ce sont ces rivières qui semblent les plus vulnérables au changement climatique, en termes de perte de biodiversité

et de transformation des écosystèmes. Il y a aussi le risque des sécheresses éclairs pour l'agriculture. Et, d'une manière plus ponctuelle, il y a aussi les inondations. Cela étant dit, à l'échelle du périmètre du Syndicat, on devrait avoir des problèmes de quantité d'eau somme toute gérables – notamment par rapport à d'autres territoires. Mais avec tout de même, localement, des captages où il n'y aura assurément plus assez d'eau.

NICOLAS JUILLET

Moi, je dirais que le plus gros risque à mes yeux, c'est que l'Observatoire de l'Eau ne continue pas et que chacun retourne dans son schéma propre. Parce que, dans l'idéal, l'Observatoire de l'Eau pourrait devenir la cheville ouvrière collective de l'aménagement du territoire de demain. Je reprends l'exemple des inondations qui vient d'être évoqué à l'instant: ça reste potentiellement un problème pour demain, car on continue à construire en zone humide, voire en zone inondable – c'est-à-dire dans le lit des fleuves. On a imperméabilisé de plus en plus ces dernières décennies, et si on ne revient pas sur tout ça, effectivement, on risque de ne pas y arriver. On a aussi le problème des ruissellements agricoles et viticoles. Parce qu'avec le réchauffement climatique, les sols s'assèchent et l'eau de pluie ne pénètre plus jusqu'aux nappes, ou très difficilement. Il y a donc un enjeu à couvrir les sols de matière organique pour ralentir l'assèchement. Et dans tout ça, on va avoir besoin des arbres. C'est donc forcément systémique.

STÉPHANE GILLIS

Quand on dit tout cela, ça invite aussi à réfléchir, dans les années à venir, à un élargissement des réflexions de l'Observatoire de l'Eau sur ces enjeux d'aménagement à l'échelle de tout le territoire aubois. D'autres thématiques en lien avec l'eau doivent aussi être au cœur de notre prospective.

Nicolas, tu es également président du Comité de bassin Seine-Normandie. Comment analyses-tu l'état du bassin-versant de la Seine ? Et cela a-t-il des conséquences pour le territoire aubois ?

NICOLAS JUILLET

Oui, ça a des répercussions sur notre territoire. C'est certain. Si on analyse le bassin-versant de la Seine, globalement, il est assez grand par sa surface et par sa population, mais petit par ses quantités d'eau. C'est donc un bassin extrêmement sensible à tous les éléments. Ce qui signifie qu'il faut en prendre d'autant plus soin. Cela implique donc des besoins de solidarité amont-aval (notamment financiers et techniques, mais pas que) pour penser l'avenir de ce bassin-versant dans son ensemble, et avec toutes les parties prenantes. Pour schématiser un peu, par exemple, ce que Paris fait pour l'amont, ça sert à la fois Paris, mais aussi l'aval de Paris – et même demain c'est un gain pour la mer. Avec la remise en meilleur fonctionnement du bassin-versant dans son ensemble, tout le monde est gagnant. À côté de ça, pour le territoire de l'Aube plus précisément, le principal enjeu, du point de vue du bassin-versant, c'est de multiplier toutes les manières naturelles (ou douces en tout cas) qui permettent de ralentir l'eau, et de la faire s'infiltrer sur le territoire.

Enfin, autorisons-nous à rêver un peu : quelle serait selon vous la situation idéale de soin des eaux sur le territoire de l'Aube à l'horizon 2100 ? Comment vivrait-on et quel serait le rôle de l'Observatoire ?

STÉPHANE GILLIS

Sans vouloir enfoncer des portes ouvertes, on n'aurait pas créé d'Observatoire de l'Eau s'il n'y avait pas de changement climatique. Donc l'idéal, ce serait qu'on soit sur des trajectoires de réduction des émissions qui soient satisfaisantes, et que l'Observatoire n'ait plus de nécessité à exister. Parce qu'on aurait fait ce qu'il fallait en amont, permettant que les crises ne soient pas aussi aigues que ce qu'elles auraient pu être. Après, 2100 ça reste forcément difficile de s'y projeter. Moi, ça fait 25 ans que je vis dans l'Aube, et déjà j'ai vu l'Aube changer. Je me rappelle que lorsque mes enfants étaient petits, on fabriquait des igloos ici l'hiver tellement il y avait de neige – une neige qui durait plusieurs semaines. Et

depuis une dizaine d'années, je trouve qu'il y a eu un basculement. Donc je suis optimiste, mais je veux aussi rester réaliste. Notamment, comment se projeter correctement en 2100 quand on voit les écarts de modélisation climatique entre +2°C et +4°C ? Quand on nous parle d'un climat de type méditerranéen qui remonterait jusqu'à chez nous, comment imaginer précisément l'évolution des écosystèmes et l'évolution de nos modes de vie ? Et que vont devenir nos forêts ou nos zones humides ici dans l'Aube ? J'en reviens donc aussi à l'importance de réussir à mettre en place des conditions qui nous permettent d'être moins vulnérables. On retombe sur cette formule : anticiper pour ne pas subir.

NICOLAS JUILLET

Mais si on rêve, dans ce cas, j'ai même envie de dire qu'on pourrait atteindre nos objectifs avant 2100, et donc avoir une ambition plus grande encore. Faire encore mieux demain, pour être encore plus résilients après-demain. Si on arrive à faire en sorte de limiter l'augmentation des températures, de continuer à avoir des quantités d'eau suffisantes, et qu'il y a des saumons qui remontent jusqu'à Troyes, on peut imaginer poursuivre plus loin encore ce soin de la ressource en eau pour tout le territoire. On peut même se prendre à rêver de ne plus avoir besoin d'unités de traitement nitrates et pesticides, voire de supprimer nos grandes infrastructures d'interconnexion (type « dorsale »), et de revenir à des réseaux plus locaux, plus autonomes et plus résilients. D'avoir à la fois une eau de qualité et assez de nourriture pour tout le monde, mais dans un modèle nettement moins énergivore et qui protège vraiment les écosystèmes. C'est probablement un rêve – mais c'est ce que tu nous demandais.

2. Interlude

« Après six mois dans l'Aube »

(texte écrit en juin 2022)

*

Mars 2022, accroupi au bord de la route, reclus en moi-même, dans un état proche de la méditation, j'écoute. J'essaie de ne faire que ça. D'être écoute.

Tout se passe vers une zone indistincte de l'arrière du cerveau, là où l'écho des sons amplifiés par le casque semble trouver sa chambre de prédilection. Des nappes de sons plein la tête. Un claquement sourd et régulier, le filet limpide et continu de l'eau qui s'écoule, le ronronnement infra-basse des voitures qui passent à cent mètres sur la rocade, et là-bas infime, presque indistinct, comme loin au fond des âges de la vie : un petit sifflement parasite. Comme le bruit étouffé d'une cocotte-minute, distant, à peine perceptible.

Virgile a retiré la plaque et descendu sous terre, lentement, le fil de son micro imperméable qui s'est aimanté sur la canalisation d'un petit bruit sec. Il a mis son casque, pris son boîtier et réglé la fréquence — les yeux ouverts mais soudain comme absent (ou plutôt totalement présent, mais tourné vers autre chose que notre discussion de la seconde précédente). Il sourit et me tend le casque.

Plus tard, dans le camion, il me parlera des « oreilles d'or » de l'Aube. De son équipe de détecteurs de fuite qui est le pendant local des spécialistes acoustiques des sous-marins : capables de faire la différence entre le

bruit d'un iceberg, d'une baleine, d'un navire ennemi... et d'une fuite de canalisation.

Un métier d'une grande utilité collective (des hectolitres d'eau potable se perdant chaque année de la sorte) et noble dans sa pratique (une forme d'enquête qui nous renvoie vers notre passé commun de pisteurs et de pisteuses).

Après être venu dans l'Aube à l'occasion de la première édition de l'Observatoire de l'Eau, en novembre 2021, j'ai tenu à mieux connaître les enjeux de l'eau sur ce territoire. Je me voyais mal ne venir qu'une fois l'an pour accompagner une dynamique collective située et exemplaire. Et puis, ethnologue de formation, j'ai la curiosité facile devant des terrains qui s'ouvrent à moi. C'est ainsi que je reviens dans l'Aube deux jours par mois depuis six mois.

Un après-midi de mars non loin de Montgueux, sur le coteau de Champagne. Nicolas, agent du SDDEA, ouvre la barrière de la station d'épuration phytosanitaire. Un grand bassin de rétention où s'achemine les eaux de pluie. Une décantation progressive qui conduit à un second bassin, très végétal, où une multitude de roseaux filtre les eaux récoltées. Un puits final qui retient les eaux un temps jusqu'à les relâcher dans le ruisseau qui file aval.

Comme l'explique Nicolas, ce système expérimental est d'autant plus efficace qu'il nécessite peu d'entretien, une consommation énergétique minimale, et qu'il réussit à traiter le pic des vendanges — où la quantité d'eau usées décuple soudainement pendant quelques semaines.

Ces deux jours mensuels passés dans l'Aube sont à la fois l'opportunité de travailler avec les équipes de la Stratégie 2100 : sur les actes du premier Observatoire de l'Eau, sur la préparation de la seconde édition, et sur une compréhension plus fine des rôles des différentes structures, et de la manière dont il va être possible de mettre sur pied une véritable dynamique territoriale de mise en commun à moyen et long terme. Mais c'est aussi l'opportunité de rencontrer des acteurs et des actrices de

terrain, qui ont suivi l'évolution du territoire aubois et champenois ces dernières décennies.

Gilbert a été de longue date le président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de Saint-Parres-aux-Tertres et Villechétif. Créé en 1931, une dizaine d'années avant le SDDEA, cette structure locale est un témoin de premier plan pour comprendre la manière dont la gestion de l'eau s'est construite sur le territoire. L'approvisionnement des paysans dans les puits devenant de plus en plus aléatoire au début du XX^e siècle — principalement pour des questions sanitaires de qualité des eaux —, les communes prennent les devants et s'organisent. Parallèle à l'électrification, la mise en place au niveau local d'une alimentation en eau potable devient l'un des chantiers des années 1930. Féru d'histoire, Gilbert raconte tout cela avec finesse et un grand sourire.

« Ce bébé qui vient de naître, il faut l'aider à grandir, le soigner, l'entretenir » : voilà ce qu'on disait au moment de la création du SIAEP (comme Gilbert l'a repris dans la brochure retraçant les 80 ans d'existence de ce syndicat intercommunal), dans un écho indéniable à la nouvelle phase qui s'ouvre maintenant avec l'Observatoire de l'Eau.

Enfin, comprendre plus finement les enjeux du territoire implique aussi d'échanger avec des acteurs et actrices qui sont à l'interface de plusieurs structures et de plusieurs échelles. C'est ainsi que j'ai souhaité rencontrer des personnes à même d'éclairer de façon singulière les enjeux de l'eau en territoire aubois, mais aussi les relations historiques entre les différentes structures.

Christian, architecte de formation et véliplanchiste de renom, aujourd'hui à la retraite, me raconte comment il s'est fait happer par l'Aube. Lorsqu'il y débarque en 1982 pour accompagner la construction du canal réservoir de l'Aube aux côtés de l'IIBRBS (l'Institution interdépartementale des barrages-réservoirs du bassin de la Seine — que l'on connaît depuis 2011 sous le nom d'EPTB Seine Grands Lacs), il tombe sous le charme de ces grandes retenues artificielles, nouvellement construites au cœur de la

forêt : les lacs d'Orient.

Une fois le canal réservoir construit, il reste sur place et prend la charge de l'entretien de ce patrimoine bâti. Au début des années 1990, lui l'adepte de voile organise un grand événement public et festif dans le village où il s'est installé, Lusigny-sur-Barse. Quelques années après, en 1995, on lui propose de devenir conseiller municipal de Lusigny. S'ouvre alors pour lui une carrière politique inattendue, où l'eau jouera un rôle central.

Contre toute attente, il devient maire du village en 1998. Puis, dans la foulée, il est élu conseiller général en 2001 et commence alors à siéger au bureau du Parc Naturel Régional (PNR) de la Forêt d'Orient, dont il sera ensuite président de 2008 à 2020. Il intègre alors le SDDEA. Les enjeux liés à l'eau au sein du PNR sont multiples et son expérience auprès des barrages-réservoirs guide les actions collectives qu'il initie alors. Comme il le dit lui-même, il s'agissait tout à la fois d'allier protection forte de la nature, préservation des modes de vie locaux et solidarité avec l'aval (notamment pour les crues et le soutien d'étiage).

Pour ce qui est de l'Observatoire de l'Eau, Christian se remémore avec un grand bonheur la décennie d'effervescence qui vient de s'écouler, et durant laquelle le SDDEA s'est réinventé : prenant de nouvelles compétences, tout en gardant un profond respect pour les choix émanant du territoire, grâce à la création des COPE (les Conseils de la Politique de l'Eau, qui pilotent localement les questions d'eau sur leur périmètre). Selon lui, c'est bien vers l'action territoriale coordonnée qu'il convient de se tourner désormais.

3. Bilan

« Comment observer un observatoire ? »

J'ai rencontré le projet d'Observatoire de l'Eau en juillet 2021, lors des rencontres France Eau Publique à Paris. J'y étais convié pour parler du livre *Les Veines de la Terre : une anthologie des bassins-versants*, dont je suis l'un des co-auteurs.

Ce petit livre pédagogique a occupé une bonne partie de mon année 2020, en même temps que l'écriture de *Qu'est-ce qu'une biorégion ?*, avec l'architecte Mathias Rollot. La découverte de la vision biorégionale quelques années plus tôt a, en effet, été un vrai catalyseur pour moi : à travers cette façon de « sentir-penser » le monde, j'ai trouvé un moyen de relier tout à la fois mes origines rurales et maritimes d'enfant du Cotentin, les pensées de l'écologie (qui promeuvent une société du soin des lieux et des milieux), et les questions de justice mondiale (celles d'un horizon du bien-vivre véritable, pour toutes et tous, basé sur les communs).

Pour le dire vite, cette idée de biorégion nous invite à repenser nos manières de faire société non plus depuis des prismes purement humains, mais depuis le soin collectif des milieux naturels et géographiques qui nous entourent – chaînes de montagnes, littoraux, massifs forestiers ou encore bassins-versants.

Dans cette perspective, les bassins-versants (le réseau que forme un fleuve et tous ses affluents – un petit morceau de biosphère où toutes les eaux se rejoignent puis filent jusqu'à la mer) apparaissent comme les « veines » de la Terre. En partie métaphoriquement bien sûr. Mais à

y regarder de près, peut-être pas tant que ça... Car de fait, sans eau pas de vie. Et les cycles de l'eau sont bien ce qui relie nos communautés humaines à ce qu'elles mangent, à l'air qu'elles respirent et aux objets qu'elles fabriquent.

Les eaux et leurs mouvements sont ainsi le soubassement de la subsistance de tout être vivant, et de tout collectif d'êtres vivants.

Dans l'ouvrage *Les Veines de la Terre*, c'est ce que nous avons appelé des « hydromondes » : l'idée que ce sont les eaux (de surface, souterraines, atmosphériques, vertes, douces et salées...) qui tissent toute possibilité de faire monde, qui sont le substrat le plus fondamental de toute possibilité de vie collective à long terme. Ce qui, par conséquent, ne va pas sans toute une série de nouvelles questions politiques.

Voilà en quelques mots, ce que j'essayais de partager lors des rencontres de France Eau Publique de 2021.

Vers l'Aube se tourner

Suite à cette intervention, Nicolas Juillet (président du SDDEA – Syndicat des Eaux de l'Aube) et Stéphane Gillis (son directeur général) m'ont contacté. Et ils m'ont fait part de leur démarche d'Observatoire de l'Eau.

La première discussion que nous avons eue a semblé ressaisir bon nombre des enjeux qui m'intéressent de près : un réseau historique de régies communales confédérées, la gestion des cycles complets de l'eau à l'échelle de tout un département, une volonté de se projeter jusqu'en 2100 pour éclairer l'action publique, un souci de prendre en compte un territoire dans toute sa complexité (avec les enjeux stratégiques propres à la Seine amont), et la volonté de préserver des eaux de qualité – et en quantité suffisante – pour les décennies à venir.

Le besoin du SDDEA, après deux années de préfiguration, était alors de trouver un « Grand témoin » en vue de la première édition de l'Observatoire de l'Eau. Et même si, trois ans après, nous continuons à

avoir quelques questionnements sur les contours d'un tel rôle, j'ai alors accepté avec enthousiasme la possibilité qui m'était ainsi offerte d'aller voir de plus près le fonctionnement d'une institution de l'eau comme le SDDEA, et de pouvoir apporter mes perspectives personnelles à ce projet prospectif d'Observatoire.

Ainsi, j'ai dès le départ formulé la demande d'être un « témoin actif ». En effet, pour des raisons éthiques, je me voyais mal ne venir qu'une fois l'an donner mon avis, sans apprendre à connaître en finesse le territoire en question, et les personnes qui donnent corps à cet Observatoire. Nous avons donc convenu que je viendrais deux jours par mois dans l'Aube, à la fois pour sillonner les lieux et rencontrer des personnes clés (enquêter), mais aussi pour participer à la structuration de cet organe naissant (favoriser les coopérations).

Après trois années pleines à tenir ce rôle, nous avons décidé d'un commun accord qu'il était peut-être temps que je cède ma place à une autre personne. Notre collaboration reste toujours riche et féconde, et j'aurais pu continuer. Mais il nous a semblé, en même temps, qu'un nouveau cycle s'ouvrait pour l'Observatoire de l'Eau avec cette édition 2025, et que cela pouvait être un moment opportun pour « passer le témoin ».

J'aimerais donc profiter de ce moment d'au revoir (car nous nous reverrons), pour faire un retour public et problématisé sur la manière dont j'ai vécu ces trois années aux côtés de l'Observatoire.

Hériter de l'exemplarité

La première dimension sur laquelle j'aimerais revenir est celle de l'existence même du Syndicat des Eaux de l'Aube. Je sais bien que l'Observatoire de l'Eau ne se résume pas au SDDEA et que ce n'est pas sa vocation – mais le Syndicat est l'acteur dont il émane et qui a eu la clairvoyance de l'imaginer (et cela ne doit pas être pris à la légère selon moi). De fait, beaucoup le savent déjà, mais probablement qu'on ne le dit jamais assez : l'existence d'une structure comme le SDDEA est quelque chose de rare et de précieux historiquement. En effet, excepté l'Aube et

l'Alsace, aucun autre département de France n'a la chance de connaître une telle confédération historique de régies municipales d'eau opérée par le bas.

Je n'idéalise pas une telle organisation, mais moi qui m'efforce de porter un regard critique et constructif sur les politiques de l'eau françaises et européennes, j'y vois quelques ferments essentiels pour penser l'avenir du soin des eaux – ce qui, en temps de bouleversements climatiques et écologiques, devient un enjeu fondamental (et peut-être même un enjeu de survie).

Ainsi, il convient de rappeler que le SDDEA est historiquement un commun. Qu'il est la confédération progressive, par le bas, de près de 500 communes qui, après-guerre, ont formulé le souci de mutualiser leurs moyens et leurs compétences pour assurer une gestion publique, collective et de qualité de la ressource en eau dans un territoire globalement rural. En regard des enjeux de privatisation et d'accaparement progressif de la ressource en eau, l'existence d'une telle entité s'apparente à la fois à une barricade et à un contre-pouvoir. Barricade car cette structuration empêche l'avancée trop facile ou trop importante des logiques privées qui s'évertuent à ne pas prendre soin de la pérennité de la ressource – voire de la détruire. Et contre-pouvoir car cela crée à la fois une culture collective (une manière de faire communément admise par-delà les sensibilités politiques) et une institution solide et écoutée (avec une vraie liberté d'action pour préserver la qualité des eaux pour toutes et tous).

D'une certaine manière, on pourrait même se dire que chaque département de France devrait avoir la chance qu'un tel organe existe sur son territoire – une structure publique par essence, qui se pense comme un commun au service de toutes et tous les habitants, et qui soit tournée vers le long terme.

D'un point de vue structurel donc, et après trois années d'enquête et d'approfondissement, le SDDEA me paraît toujours être une organisation historiquement exemplaire. Mais elle fait face à des bouleversements multiples qu'il convient de ne pas éluder.

Que transmettre en des temps bouleversés ?

Comme au milieu du gué, le SDDEA vient de fêter ses 80 ans et se tient aujourd'hui à quatre-vingts ans de l'aboutissement de sa « Stratégie 2100 » – qui a amené à la création de l'Observatoire de l'Eau.

Le « gué » en question est celui de l'état des lieux actuels de notre situation collective : celle de la société française et de ses institutions ; celle de l'état de santé de nos territoires et de nos écosystèmes ; celle de la dégradation en cours et à venir de nos conditions de vie ; et celle des tensions sociales et politiques qui traversent notre actualité.

J'aimerais revenir rapidement sur chacun de ces quatre points.

D'un point de vue institutionnel, le SDDEA a acquis des compétences élargies depuis la loi de réorganisation territoriale de 2015 (dite loi NOTRe). Cela lui permet aujourd'hui de s'occuper du cycle complet de l'eau sur son territoire d'action – ce qui est profondément utile et pertinent. Mais cela a aussi entraîné une croissance très rapide de la structure, ainsi qu'un alignement plus profond encore avec les logiques technocratiques et gestionnaires propres aux institutions publiques de la modernité tardive. Depuis ma perspective de témoin, une telle « technocratisation » – qui vaut pour le SDDEA comme pour l'Observatoire de l'Eau – est un sujet politique majeur de notre temps, qui s'adresse aussi à toutes les autres institutions publiques d'ampleur (hôpitaux, métropoles, secteur énergétique, etc.). Ce mode de gestion pose un triple problème à l'heure des bouleversements annoncés : il oblige de façon constitutive à penser et agir en silos ; il est éloigné des usagers et des habitants ; et il s'appuie sur des modèles technologiques énergivores et rationalistes – peu agiles face à l'inconnu. Toutes les autres structures réunies au sein du comité de pilotage de l'Observatoire de l'Eau (et les collectivités elles-mêmes dans une certaine mesure) ne sont pas épargnées par ces logiques. À mes yeux, c'est là un des points aveugles importants de la démarche de l'Observatoire de l'Eau jusqu'à présent. En disant cela, je ne cherche pas à caricaturer, mais bien à regarder en face des logiques structurelles qui nous contaminent toutes et tous.

Vient ensuite la question de la santé de nos territoires, et de leur résilience véritable. Si l'on se concentre sur l'eau, on voit que sur le périmètre de l'Observatoire, de multiples pratiques ont abîmé et abîment encore les divers cycles : endiguement, assèchement et accélération des flux d'eau; pollutions profondes et de surface d'origine industrielle et agricole ; artificialisation continue des sols et déforestation massive. Pour parler franchement, vivre dans l'Aube aujourd'hui (et vivre en France tout autant), c'est vivre sur des sols à demi-morts, au sein de cycles de l'eau dégradés. Bien sûr, de nombreuses actions exemplaires sont menées, mais elles semblent toujours être des pansements sur la continuation du désastre. Bien en-deçà des seuils de qualité demandés par l'Union européenne, l'état des masses d'eau de l'Aube reste donc interpellant. En regard, on ne mesure jamais à quel point la relance des cycles naturels permet une régénération rapide et profonde des écosystèmes (les humains en sont chaque fois ébahis). Mais une telle régénération n'est possible que si on laisse véritablement aux milieux la possibilité d'opérer la relance. Les bouleversements qui nous guettent semblent donc nettement plus appeler à un ralentissement de nos pratiques polluantes, à une relibération de nos milieux et de nos cours d'eau – et non pas à une surenchère techniciste de maîtrise qui risque clairement de nous revenir comme un boomerang d'ici à quelques décennies.

De surcroît, cette mauvaise santé généralisée de nos territoires a des répercussions massives sur la santé des communautés humaines. Cela frappe aujourd'hui de plein fouet les institutions publiques et pose de sérieuses questions sur la viabilité des politiques néolibérales de ces dernières décennies – la crise sanitaire du Covid ayant bien mis en lumière, ne l'oublions pas, cette vulnérabilité structurelle. C'est donc de la dégradation actuelle et à venir de nos conditions de vie qu'il convient aussi de parler ouvertement et sincèrement. Car de fait, nous sommes devenus constitutivement malades. Nous passons notre vie à empoisonner nos corps à petit feu ; et la myriade de nouvelles maladies apparues depuis cinquante ans ne viennent pas de nulle part (des tas de maladies chroniques, de nombreuses maladies infantiles et auto-immunes, et toutes les maladies de dégénérescence). La question simple derrière cela est la suivante : que cela veut-il dire pour notre santé que de

vivre en territoire abîmé ? Et jusqu'où sommes-nous capables de vivre avec les pollutions ? Ces questions de santé globale – et donc de justice écologique et sociale – risquent d'être de plus en plus centrales, et il pourrait être bon de les anticiper avec sérieux. Car, à mesure que les cycles du vivant seront perturbés et que le coût du maintien de notre modèle augmentera (notamment du fait de notre approvisionnement énergétique et en matières premières démesuré), c'est la survie même des systèmes publics – notamment de soin et de santé – que nous risquons de mettre en danger. Il est bien entendu possible d'imaginer un monde où tout serait privatisé; mais cela va clairement à l'encontre des fondements de l'Observatoire de l'Eau qui nous rassemble.

Enfin, je ne voudrais pas éluder non plus les tensions sociales et politiques qui sont sous-jacentes à tout cela. Comme j'ai déjà pu l'évoquer publiquement, j'ai toujours perçu l'Observatoire de l'Eau comme un espace de mise en discussion des dissensus, et comme un commun en devenir permettant progressivement de travailler les controverses. Car ne nous leurrions pas : notre société est traversée par des désaccords profonds et par des modes différents de compréhension des problèmes. Au cours de mes trois années auprès de l'Observatoire de l'Eau, il me semble que deux des sujets majeurs de controverses auront été les questions des grandes infrastructures énergétiques, et les questions agricoles. Dans un cas comme dans l'autre, ce sont des sujets épineux – et je ne suis pas intéressé ici à confronter des opinions. J'aimerais plutôt tenter un décentrement collectif, et essayer de penser ces problématiques depuis les territoires vivants de l'Aube (qui ne sont pas juste une ressource ou de la matière, mais bien des mondes vivants et en évolution, avec lesquels nous vivons et évoluons – et l'agriculture sait cela depuis toujours). Ainsi, si l'on cherche vraiment à prendre au sérieux la proposition de cet Observatoire de l'Eau, comment cela nous déplace-t-il ? Si l'on cherche vraiment à se projeter en 2100, en imaginant avoir préservé la qualité et la quantité des eaux aubois, et cela malgré les bouleversements climatiques, comment imaginons-nous que nos modes de vie et nos manières de faire auront changé ? Il me semble que dans un tel exercice, qui que l'on soit et quoi que l'on pense, personne ne peut sortir indemne et inchangé.

Comment réinventer la paix ?

Il y a quatre-vingts ans, au moment de la création du SDDEA, notre pays sortait de la guerre, profondément meurtri et détruit. Il a alors fallu tout reconstruire et inventer un modèle de protection sociale pour toutes et tous. Bon nombre de nos aïeux – et les politiciens après eux – ont alors répété qu'ils ne voulaient « plus jamais ça ».

Du haut de mes 34 ans, père de deux petites filles, je me questionne aujourd'hui de plus en plus sur les contours de la paix qui a alors été dessinée, et dont il me faut (et il nous faut) aujourd'hui hériter. J'essaie de me faire l'idée la plus juste et la plus fine de ces quatre-vingts années passées, et malheureusement – malgré de multiples efforts – je n'y vois pas l'établissement de la paix.

Les conflits sociaux sont toujours aussi profonds, les services publics (un temps peut-être fonctionnels) semblent de plus en plus délabrés, notre mode de vie dépend toujours autant d'importations (souvent faites dans la violence et l'injustice) depuis les quatre coins du monde, la vie des villages (que je n'idéalise pas pour autant) semble disparaître en même temps que nos aînés... Et, en plein cœur de tout cela, une machine (aux contours tout de même assez infernaux) continue coûte que coûte de vouloir « exploiter » les matières premières, de vouloir « maîtriser » les cycles et les flux de la vie, de « croître » toujours plus et « produire » sans répit. L'ensemble de ces mots (dont nous héritons là aussi) me semblent bien belliqueux pour une société qui prétend avoir construit la paix depuis quatre-vingts ans. Et les constats – désormais indéniables – des bouleversements climatiques ne peuvent que nous alerter plus encore sur la possibilité d'un fourvoiement collectif, d'une bien grande erreur, dont les répercussions regrettables se comptent en siècles.

Du point de vue des cycles de l'eau dégradés du bassin-versant de la Seine, et du territoire aubois plus précisément – si l'on prend vraiment le temps d'observer (ce qui est le rôle exact que se donne notre Observatoire de l'Eau) –, la guerre ne semble pas tout à fait s'être arrêtée.

Et si l'on fait l'effort de regarder la situation du point de vue des eaux (le commun le plus vital et le plus essentiel qui soit), la paix reste donc encore toute entière à construire.

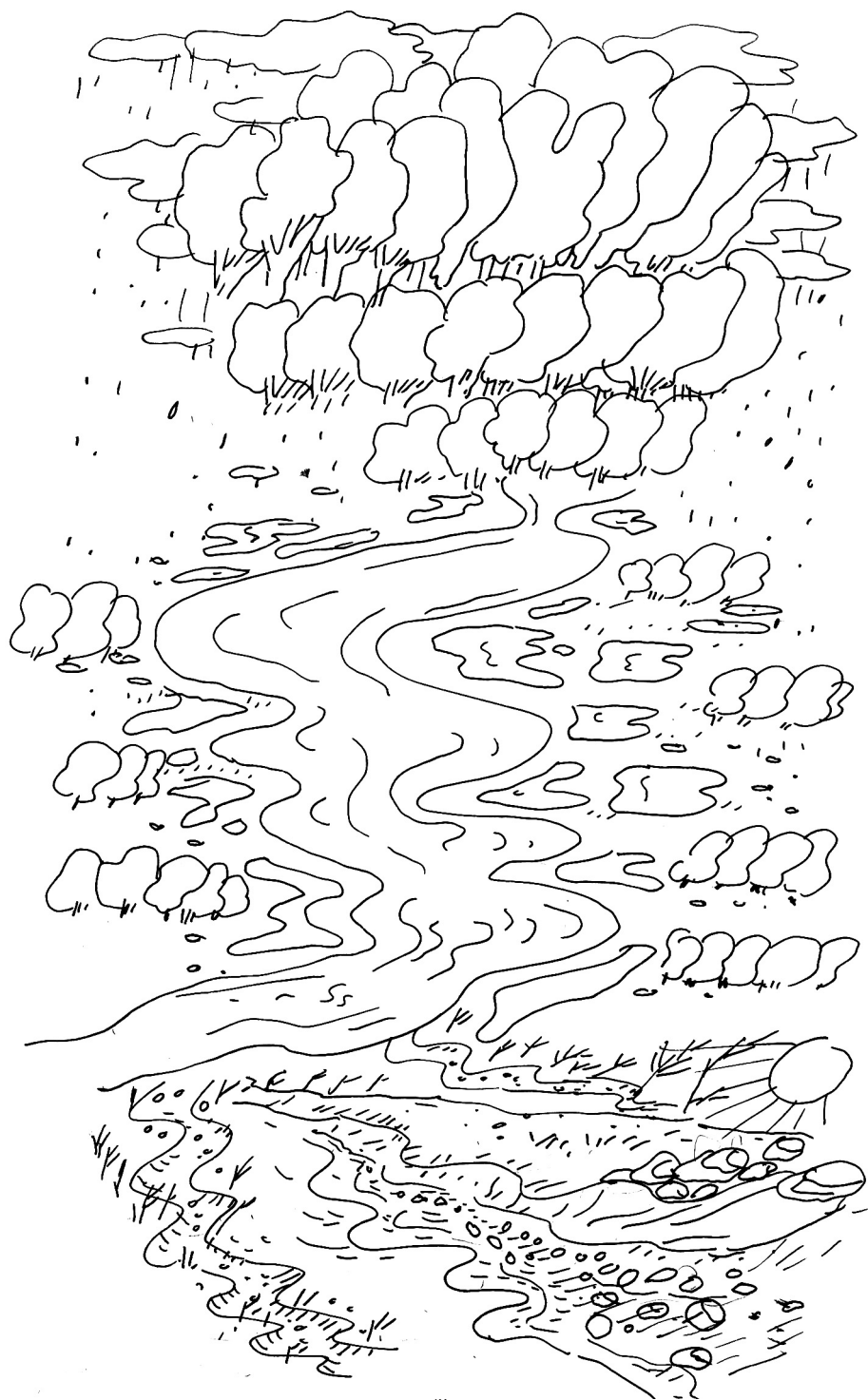
Après trois années aux côtés de cet Observatoire, j'ai le sentiment qu'un tel programme de paix territoriale – qui, une fois encore, est celui que se sont donnés les fondateurs du SDDEA (cette structure historiquement exemplaire) – reste clairement à inventer. Je le dis explicitement car il m'apparaît que les discussions n'ont jamais vraiment porté sur ce type de paix-là : sur une paix véritable, qui concernerait à la fois les humains et leurs milieux de vie. Une paix de long terme, pour que les générations suivantes vivent mieux et ne connaissent plus la guerre. Une paix qui ferait de nous toutes et tous des jardiniers plutôt que des agents de l'extinction. Car une guerre continue d'être menée au vivant – et que nous vivants, logiquement, ne pourrions pas en sortir indemnes.

Pour finir, j'aimerais donc revenir à cette posture de témoin qui a été la mienne. Et à la difficulté que cela peut être, parfois, de devoir être témoin de choses qui ne nous paraissent pas tout à fait justes, de devoir être témoin de prises de position et de paroles que nous observons comme étant en décalage avec une réalité plus vaste.

Que faire dans ces cas-là ? Comment porter avec justesse la voix qui nous semble être la plus juste ?

Du mieux que j'ai pu (et bien mal probablement), j'ai tenté de me faire le porte-voix des milieux vivants et habités que j'ai rencontrés ici, de me faire le porte-voix des mémoires du passé et des potentiels du futur, de me faire le porte-voix des eaux de ce territoire – puisque ce sont elles, dans leurs cycles complexes, qui portent la vie de ce territoire et de tous ses habitants depuis des millénaires et pour des millénaires encore.

Aujourd'hui, je passe le témoin. Et j'espère ardemment que d'autres témoins sauront le porter et continuer de le transmettre.



4. Fiction

« Générations régénérations »

Génération Un : 16 mai 2050

C'est comme si la Seine et l'Aube reprenaient leurs droits. Depuis dix jours, les noues de Pont-sur-Seine, et toute la Bassée après elles, sont redevenues d'immenses zones inondées. Heureusement que ce régime de pluie improbable et soudain sur le plateau de Langres avait été anticipé par les services publics. Les barrages-réservoirs – bien que vieillissants – ont joué leur rôle quelques jours, le temps que les populations en aval se déplacent. Mais eux aussi ont fini par reconnaître leur limite. Et la crue, déjà conséquente avant cela, s'est transformée en une mer intérieure éphémère. Zones commerciales et prés carrés, de multiples routes et ponts, des villages entiers comme flottant soudain dans un rêve étrange. Les marécages de notre illusion de maîtrise... Bien sûr, la prévention et l'adaptation ont été bonnes. Heureusement. Mais on se rend compte de façon flagrante qu'on habitait peut-être un peu trop près du fleuve. Sans vraiment faire attention à lui. Comme si c'était une chose forcément contenue et sous contrôle. On en a déjà vu des crues – et des sécheresses aussi – mais là, c'est d'un autre ordre. Notre restaurant non plus n'a pas tenu longtemps. Un ancien moulin en zone inondable, assurément, ça s'inonde en temps de crue millénale. C'est comme ça qu'il l'appelle, « millénale ». En termes de ravitaillement ce n'est pas simple tous les jours, mais heureusement l'entraide est là. Le plus angoissant pour nous, c'est le fait que la centrale de Nogent ait vraiment les pieds dans l'eau jusqu'aux mollets. Ils nous ont alerté que ça pouvait dégénérer, et qu'il

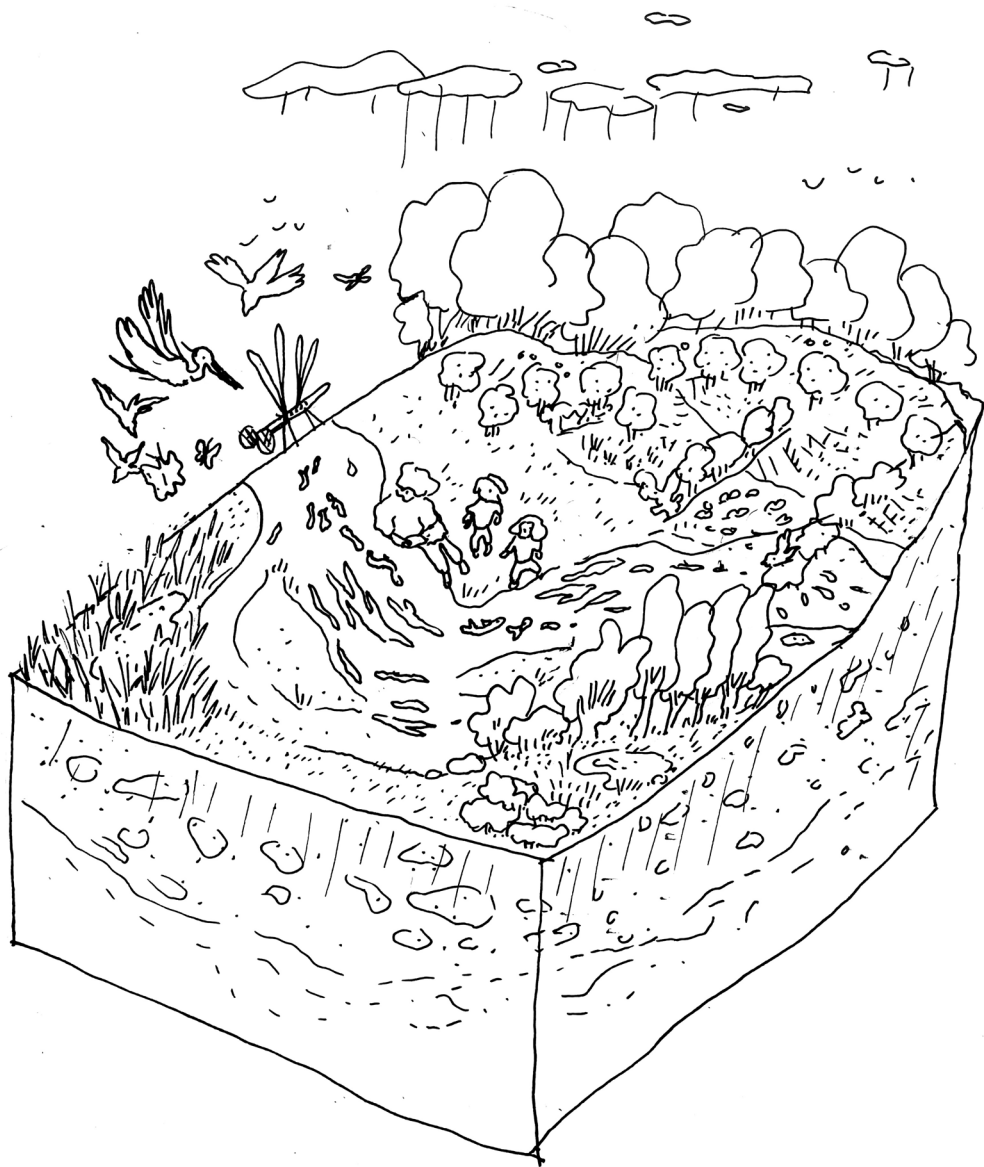
fallait qu'on se tienne prêt à évacuer plus loin encore. Bien sûr on n'en a pas envie, mais avec l'atome personne ne rigole.

*

Ma belle-sœur m'a dit que c'était le déluge à la confluence Seine-Aube, mais nous ici à Nogent-en-Othe, on manque clairement d'eau depuis des mois. On nous a parlé de sécheresses hivernales. Sauf qu'on est au printemps et que la pluie n'est toujours pas revenue, ou si peu. Sur les hauteurs du pays d'Othe, dans ce karst où les rivières sont rares, ça fait quelques années qu'on n'est vraiment pas chanceux. Le manque d'eau se fait ressentir. Quelques camions-citernes font des fois le ravitaillement l'été. Mais là, un état comme ça dès le printemps, ça questionne. Les forêts alentours sont sèches de chez sèches. On sent que les arbres ont de plus en plus de mal à récupérer d'une année sur l'autre. Dès le mois de mai maintenant, certains troncs cassent comme du bois sec au moindre coup de vent. Les services publics forestiers ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils étaient ; et les alignements d'arbres, tous les mêmes, tous de la même espèce, sont en train de montrer le revers de leur verte médaille. Quand il y a de l'eau, ça ne la retient pas. Et quand il n'y pas d'eau, bah ça n'en libère pas – vu que ça n'a pas pu la retenir. On aurait même presque l'impression des fois que ce sont ces arbres plantés pour la découpe à l'export qui nous boivent notre eau – à nous et à celle des fruits et légumes de nos jardins, qui ont bien du mal à pousser comme avant. Il paraît qu'ici partout autour, et même dans une grande partie de l'Aube, il y a moins de cent cinq ans, on avait encore des forêts magnifiques. Une vie dure mais des forêts à perte de vue. Des chênes et des charmes, des hêtres et des pins... Tout un tas de couleurs et d'usages, de formes et de propriétés. Je regarde les rangées d'arbres – si rectilignes – souffrir derrière chez moi. Et je me dis que la vie était probablement plus dure, mais qu'elle était aussi probablement plus belle.

*

Dans les bureaux du Syndicat Des Eaux de l'Aube, on s'active comme rarement. De l'eau, dorénavant, il y en a toujours soit trop soit pas assez. Et des fois les deux en même temps. C'est presque à en perdre la tête. On est en mai et il faut à la fois assurer que certaines communes aient encore suffisamment d'eau potable, pendant que d'autres sont sous l'eau. On s'y prépare depuis longtemps, et les différents services sont calibrés pour gérer les imprévus. Mais quand les imprévus tendent à devenir la norme, on ne sait plus trop quoi prévoir. Notre ancien siège des Vassaules est rempli d'eau au rez-de-chaussée ; et dans le même temps, certains de nos puits de captage frôlent dangereusement le manque. Même quand des crues comme celles-ci arrivent, tout va trop vite : les sols sont trop secs et trop artificialisés pour que ça infiltre vraiment. Et les nappes ne se rechargent plus assez vite. Ça fait un moment déjà. C'est un peu comme la fatigue accumulée qui, passée un certain seuil, a des répercussions sur notre santé globale. Et si on doit gérer à la fois des crues d'ampleur et des sécheresses hivernales, on est en même temps déjà en train de se préparer aux étiages sévères de l'été prochain. Le pire dans tout ça, c'est qu'on reste globalement mieux lotis que bien d'autres territoires. Quand tout le sud de la France bataille pour limiter tous les usages, nous on arrive encore à faire tourner un peu d'agriculture et d'industrie. Mais même ça, ça devient complexe à vrai dire, car c'est toute une culture, tout un système qu'il nous faut encore changer. Des sites industriels devenus trop grands, des barrages de moins en moins bien calibrés, une agriculture dont le modèle extensif se retourne peu à peu contre nous. Dans le centre-ville de Troyes, on a tenté comme on pouvait de désartificialiser au maximum ces dernières années. Mais même là, on se fait avoir par la bande : les nappes alluviales de la Seine qui ont remonté dans les caves, les canaux qui refluent et débordent sur des quartiers entiers. Et les points hauts du territoire qui dans le même temps ont le tuyau sous la gorge – Ervy-le-Châtel, Bragelogne, Fontette... Les cycles de l'eau, on ne fait plus que les subir. Et on espère mois après mois que la pièce continue à retomber du bon côté. Comme on dit : jour après jour, on touche du bois.



Génération Deux : 6 août 2075

Chaque année depuis des années on se dit la même chose. Sauf que là, je crois qu'on a rarement vu une sécheresse aussi intense que celle-ci de mémoire agricole... Il y a deux ou trois ans, Romane avait retrouvé dans un vieux livre un récit de la sécheresse de 1976. Certes, elle avait l'air importante cette sécheresse, mais ils avaient encore un peu d'eau à ce qu'on y lit. Là, cent ans plus tard, sur les coteaux du barrois, à quelques kilomètres de la rencontre entre l'Ource et la Seine, les temps sont vraiment durs. Les vignes sont des plantes résistantes à la chaleur – plus que nous humains en tout cas. Mais même les mamelons de nos coteaux paraissent jaunis et exsangues. Les longues saisons chaudes de ces dernières décennies ont considérablement modifié nos pratiques de vinification. Une bonne partie d'entre nous a même abandonné les marchés luxueux du champagne pour une production relocalisée – des vins plus abordables et mieux distribués sur notre propre territoire. Les coûts de transport sont devenus trop élevés, et la chute des volumes de production nous a de toute façon obligé à nous réinventer, pour ne pas disparaître. Certaines et certains d'entre nous se sont même remis à faire du vin rouge – comme on en fait historiquement avec le pinot meunier sur les bords de Loire. Malgré le dérèglement du climat, ça a aussi été l'opportunité de recréer de véritables fermes vinicoles. Des lieux de partage et d'entraide où vivent entre trois et cinq familles. Sur le modèle des Groupements agricoles en commun (les fameux GAEC) et des coopératives, on essaie de ramener de la polyculture de subsistance

au creux de nos coteaux. Le retour du maraîchage et des fruitiers sur les rives de l'Ource nous donne un peu d'espoir malgré le manque d'eau. Romane, toujours la même, férue de vieux papiers, a même retrouvé une carte postale du début du XX^e siècle où on voit qu'ici même où on replante, il y avait des cultures vivrières. Ça nous donne du courage. On se dit que la terre ici a déjà connu ça et saura nous aider pour recréer nos autonomies collectives au pied de ces vignobles magnifiques, qui sont clairement un patrimoine à sauver.

*

Les à-secs de l'Huitrelle sont devenus la norme. Depuis au moins trente ans. À Mailly-le-Camp, près de la source, ça fait longtemps qu'on ne voit plus l'eau couler en été à l'arrière des maisons. On a eu beau essayer de coordonner les usages – notamment ceux de l'irrigation agricole – et de les réduire il y a cinquante ans. Et on les a réduits de fait. Mais les concertations et les plans territoriaux n'ont pas suffi... L'Huitrelle est une rivière témoin du bouleversement des cycles de l'eau. Elle est, avec d'autres, une des preuves du changement systémique en cours. Sur les têtes de bassin et sur les petits affluents, beaucoup de cours d'eau ont changé de régime hydrologique et sont devenus intermittents. Toute la végétation en a souffert, et les poissons aussi. Ça a longtemps fait bizarre de voir notre rivière à sec trois ou quatre mois dans l'année. Mais c'est comme tout : jusqu'à un certain point, on finit par s'habituer. Un de nos gros problèmes, c'est quand même le camp militaire. Car on ne sait pas ce qui s'y passe. C'est censé être une vraie zone naturelle de collecte des pluies – une petite crête en surplomb de l'Aube, son versant glissant vers la rivière. Mais il n'y a plus beaucoup d'eau qui semble y être retenue. On ne sait pas ce qu'ils y font. Et puis il paraît que c'est pollué de toute façon. Des déchets de la guerre. Du coup, par les temps qui courent, on ne sait même plus trop si c'est une bonne chose ou pas que notre rivière ait arrêté de couler. Au final, peut-être que c'est pas plus mal pour l'Aube de ne pas recevoir nos eaux dégradées. La nappe en dessous de nos pieds, elle, elle est toujours là. Y a quelques forages mais tout le monde fait attention désormais. Et l'eau affleure toujours du côté de Lhuître, en aval de Camp de Mailly. Au moulin de Vinets, juste avant la confluence, y a

même quelques personnes qui ont repris le lieu pour en faire une épicerie locale. Y a clairement plus assez d'eau pour faire tourner les turbines – et on n'est pas près de refaire de la farine sur l'Huitrelle. Mais on voit que tout le monde cherche à s'adapter. Il en va de notre survie de toute façon. La nôtre, et celle de nos enfants après nous.

*

La zone cœur du Parc Naturel Régional des Forêts d'Orient est devenu un havre de paix sauvage. Ça peut paraître improbable. Et je pense que pas grand monde pouvait prédire ça il y a une centaine d'années quand le Parc a été créé. Pas même y a cinquante ans d'ailleurs. Sauf qu'un cœur, ça grandit, ça pulse, ça irrigue... et on a réussi à laisser faire. Enfin, plus précisément, on a réussi à batailler pour que nos congénères laissent faire. Toujours la question des « usages ». Les humains d'abord comme bien souvent. Et puis des yeux avides qui lorgnaient sur la manne : des arbres à exploiter, de l'eau à turbiner, des sols supplémentaires à artificialiser, des espaces immenses qu'on pourrait truffer de panneaux solaires et d'éoliennes. J'en passe et des meilleures. On l'a fait un peu, forcément. On a dû céder à quelques endroits. Mais on l'a fait pour obtenir ce qu'on défendait. Une véritable zone d'expérimentation de la libre évolution. Juste pour avoir un espace protégé assez grand, assez vaste et autonome pour voir ce que ça fait si on laisse faire. En plus, c'est presque un comble cette histoire, parce que ce sont ces lacs artificiels – toutes ces eaux retenues derrière des grands barrages – qui ont permis de recréer de la pleine nature ici. C'est le fait d'avoir détourné l'Aube et la Seine il y a un siècle pour protéger Paris qui nous permet aujourd'hui d'offrir une vraie superficie à la vie elle-même, pour elle-même, elle et sa si grande force de régénération. Vous verriez les rives des lacs au moment des périodes de migration... On dirait que l'Europe entière des êtres à plumes s'est donnée rendez-vous chez nous. Il y avait déjà les grues au début du siècle, mais là, c'est exponentiel – comme si les oiseaux se passaient le mot entre espèces. Des cortèges de toutes les tailles, toutes les couleurs et tous les sons qui emplissent le ciel de l'Aube comme une symphonie sans chef d'orchestre. Et la zone cœur elle-même : un lieu de revitalisation, un refuge un vrai, une aire de guérison. Des cervidés

comme jamais, une myriade de serpents et rongeurs, insectes, papillons, chauves-souris, araignées ou putois, et toutes les espèces typiques des zones humides (batraciens, libellules, salamandres, loutres et oiseaux des marais). Et puis, surtout, une diversité de fleurs à vous couper le souffle – chaque saison apportant son lot de réjouissances et de spécimens. On peut le dire : nos inventaires laissent plus d'un biologiste bouche bée.

Génération Trois : 29 octobre 2100

On n'arrive plus vraiment à savoir si l'automne existe encore. La météo fait le yoyo et les cultures en perdent un peu la tête. Depuis quelques décennies, l'été semble s'allonger jusqu'à octobre puis le froid arriver d'un coup. Un froid qui va qui vient lui aussi. Comme un thermostat mal réglé. Depuis notre petite vallée d'Aubeterre, en léger surplomb de la Barbuise, on s'estime tout de même assez chanceux. Contrairement à pas mal d'immenses exploitations en monoculture des alentours – qui se sont entêtées dans leur modèle malgré les signaux d'alerte – notre commune a décidé d'opérer un vrai virage à la fin des années 2040. Et une cinquantaine d'années après, nous la nouvelle génération de paysannes et de paysans, on les en remercie tous les jours. Nos grands-parents ont eu la présence d'esprit, à un moment donné, de regarder en face les bouleversements en cours. Et aussi de voir comment d'autres faisaient dans les régions alentours. Puis de se souvenir ce que c'était que l'agriculture historique d'ici. Et ils et elles se sont donc mis à replanter massivement des haies. À ramener des arbres dans ces paysages devenus comme lunaires. Y en avait partout des arbres ici avant – c'est du moins ce que disent les livres. Et nous comme on a la Barbuise pas loin (qui est dans un état inquiétant, mais qui est toujours là), on s'est un peu inspiré du bocage. De l'idée de reconnecter nos champs à la rivière et à sa forêt alluviale. De trouver des moyens de retenir l'eau qui vient des petits contreforts de Feuges et de Luyères. Reconnecter nos terres avec les cycles : la pluie, les nappes et les cours d'eau. Tout ça a été fait intelligemment, merci aux

aïeules et aux aïeux. Les haies en question ont été replantées d'espèces multiples, bien sélectionnées, à la fois proches des espèces historiques du territoire aubois, mais aussi résistantes au changement climatique, et puis comestibles dès que possible. Tout ça fait qu'aujourd'hui, on a des sols largement meilleurs que pas mal des autres communes de plaine. Des sols plus purs et plus humides – plus vivants en somme on pourrait dire. Nous, avec deux autres familles, on s'est remis à faire de l'élevage de moutons depuis sept ans. Du lait, du fromage, de la laine et un peu de viande. Et puis des céréales et des légumes aussi, pour nous nourrir, nous et les bêtes. Comme y a cent cinquante ou deux cents ans... Bref, le retour d'une certaine forme de polyculture-élevage par chez nous. Dans un climat nettement moins simple, mais un peu comme au bon vieux temps quand même.

*

Tout a commencé dans les années 2020. Quelques-uns des plus vieux du village sont encore là pour en témoigner. La simple création d'une « aire éducative fluviale » chez nous à Chappes, un petit projet scolaire d'apparence anodine. Des classes qui, années après années, essaient de prendre soin d'un minuscule tronçon de Seine de quelques dizaines de mètres de long. Qui tentent de comprendre son fonctionnement, de se familiariser avec tous les êtres qui y vivent (animaux, végétaux, champignons...). Une berge qu'à force d'arpentage on sanctuarise. Là, juste après un seuil, sur l'autre rive les maisons entourées de saules, juste en face d'un îlot où se tient toujours une base de kayak. L'intérêt a perduré, le flambeau s'est transmis – de classe en classe et de prof en prof – et tout ça, gentiment, a fait des petits. D'abord, dans les années 2030-2040, avec les autres classes des villages de la vallée de la Seine : des rencontres inter-écoles amont-aval. Un rituel progressif qui, peu à peu, s'est mis à concerner presque toutes les écoles du territoire situées pas loin du fleuve. Et puis ça a donné des idées à d'autres, et le dispositif s'est répliqué tout au long des affluents : l'Ource, l'Aube et l'Armançon... Jusqu'à ce que – les saisons faisant grandir les arbres autant que les enfants – des centaines de jeunes adultes se retrouvent à faire perdurer ces rituels des écoles à l'échelle de leurs communes entières. Ça a démarré il y a

une vingtaine d'années. Des grandes fêtes de Seine chaque automne, que chaque commune organise à sa manière. Des moments qui nous unissent et nous réunissent, qu'on répète d'une année sur l'autre. Des moments de gratitude, d'organisation autour du soin de l'eau qui coule, et de festivités en tout genre pour célébrer le fait d'être en vie avec les rivières. A leurs côtés. Tout ça est venu par en bas. De façon organique, pas vraiment prévue ni organisée. Mais quelque chose a pris. Et ces manières nouvelles de célébrer ont entraîné un approfondissement des manières de prendre soin. Bien sûr, comme partout ailleurs, comme chaque fois, on n'idéalise rien – ça fait un moment qu'on a arrêté d'idéaliser. Car on sait très bien que le climat est profondément dérégulé, que décennie après décennie il faut renouer avec la débrouille, perdre en confort, réapprendre à souffrir pour survivre. Recréer comme on peut des économies locales de subsistance. En tout cas, en cette année 2100, histoire de vraiment fêter le tournant du siècle, on vient de faire les plus grosses Fêtes de Seine de l'histoire. C'était mémorable ! Ce qu'on voit, et ce qu'on sait aujourd'hui, c'est que les peuples des vallées, nous, on a la tâche de prendre soin de cette eau qui passe. Qu'elle est précieuse. Qu'elle pourrait aussi bien manquer que nous submerger. Et que vivre dans cette vulnérabilité ouverte et acceptée, c'est peut-être déjà reposer les bases d'une culture plus juste, plus vraie, plus en contact direct avec les lieux (ce qu'ils nous permettent et ne nous permettent pas). Ces fêtes, ce soin, on a toutes et tous l'impression que ça nous aide un peu à mieux vivre. À mieux nous projeter dans un avenir qui nous paraît parfois un peu sombre.

*

De Chavanges, on descend deux ou trois fois par semaine jusqu'à la forêt de Lentilles. On y va à vélo ou à cheval selon l'humeur et le temps qu'il fait. La forêt de Lentilles est vraiment magnifique : dense et multiple, une vraie futaie jardinée. Il paraît qu'elle était devenue un peu triste au début du siècle dernier – toute alignée avec toujours les mêmes arbres. Mais depuis les années 2040, elle a été complètement replantée, réagencée, à nouveau diversifiée. Beaucoup de chênes et de charmes, pas mal d'aulnes et de frênes aussi, et plein de vignes sauvages. Mais encore plus que la forêt, la raison de nos allers-retours, c'est l'étang de la Horre. Ce grand plan d'eau super sauvage et rempli de poissons. Généralement donc,

on traverse la forêt jusqu'à ses immenses roselières, dans lesquelles se cachent tant d'oiseaux. On rigole souvent du fait que ces roselières, c'est un peu comme la chevelure de l'étang. On a nos cannes bien sûr, mais on pêche aussi au filet, en groupe de cinq ou six. La pêche au filet, elle est là depuis des siècles ici – c'est ce qu'on nous a appris en tout cas. Parce que je dis que c'est un étang sauvage, mais c'est surtout en apparence. Ce plan d'eau, il a été créé par les moines de l'abbaye de Montier-en-Der au XIV^e siècle. Y a plus de six cents ans. Et il a toujours servi d'étang à poissons. Un peu comme les grands lacs qui l'entourent – celui du Der ou ceux de la forêt d'Orient – il a été créé par les humains, mais la nature y a peu à peu repris ses droits. Et des poissons y en a vraiment plein : des brochets, des carpes, des gardons, des tanches, de la bouvière et même quelques black-bass. Ça nous fait gratuitement une bonne partie des protéines pour nos repas. Parce que de la viande par ici on en n'a plus trop, c'est devenu trop cher. On passe des heures à pêcher en petits groupes – aussi dans la Voire des fois, qui n'est pas loin. Mais cet étang on l'aime tout particulièrement, pour la forêt qui l'encercle qui est un super terrain de jeu, mais aussi pour le plaisir de ses berges où y a souvent des centaines, voire des milliers d'oiseaux. Quand on y vient, on a toujours l'impression de continuer à faire ce qui se fait depuis des générations. D'être posé là à profiter de tout ce que la nature a à nous offrir. La contempler sans la détruire. Prendre ce dont on a besoin, sans jamais trop lui en demander. Toutes ces heures qu'on passe au bord de l'eau, on les vit comme un cadeau. Une chance inouïe dans ce monde si bouleversé et abîmé. Notre refuge paisible au milieu de la démesure d'une société désorientée.



SDDEA

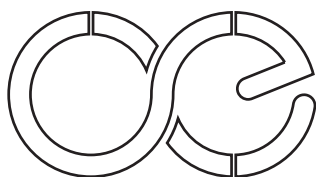
22, rue Grégoire-Pierre Herluison
Cité administrative des Vassaules
C.S.23076 - 10012 Troyes Cedex
www.sddea.fr

Rédaction : Marin Schaffner

Création graphique : Clémence Mathieu, Julien Robert (logo couverture)

Imprimeur : Hello Print (93692 Patin).

Imprimé sur du papier 100% recyclé et produit de manière durable.



Observatoire de l'**EAU**

— évaluer, proposer, agir —